

JOURNAL OFFICIEL

DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS

MATAHITI 70.
N° 11.

TE VEA A TE HAU NO TE MAU HAAPAO RAA FARANI I OTEANIA

MAHANA 1
NO TIUNU 1921.

ABONNEMENTS			ABONNEMENTS ET ANNONCES		ANNONCES ET AVIS	
	UN AN	SIX MOIS	3 MOIS	Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être adressées au Chef de l'Imprimerie, à Papeete.		
Etablissements français de l'Océanie.	20 fr.	11 fr.	6 fr.		Annonces judiciaires : la ligne.....	0 50
France, Colonies et Union postale. ...	26 fr.	14 fr.	8 fr.	PRIX DU NUMÉRO : VOIR AUX ANNONCES	Les mêmes, renouvelées : la ligne....	0 25
				Les abonnements et les annonces sont payables d'avance.	Annonces commerciales et avis divers : la ligne.	1 »
					Les mêmes, renouvelés : la ligne.	0 50

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

1921		Pages
	ACTES DU POUVOIR CENTRAL	
19 mai.	Arrêté promulguant dans la Colonie le décret du 17 mars 1921, modifiant le décret du 2 mars 1910 relatif à la solde et aux allocations accessoires du personnel colonial.	177
19 mai.	Arrêté promulguant dans la Colonie le décret du 23 mars 1921, modifiant temporairement le taux de l'indemnité réglementaire de séjour en France.	178
19 mai.	Arrêté promulguant dans la Colonie le décret du 23 mars 1921, relatif à l'application de la loi du 7 octobre 1919, concernant la liquidation des biens séquestrés.	180
21 mai.	Arrêté promulguant dans la Colonie le décret du 19 novembre 1918, modifiant le tarif des indemnités annexé au décret du 8 septembre 1910 portant règlement sur le service des frais de déplacement des militaires isolés aux colonies et dans les pays de protectorat.	181
21 février.	Circulaire ministérielle au sujet du dénombrement de la population en 1921.	182
	ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL	
7 mai.	Arrêté nommant M. Thaly Président du Conseil du Contentieux administratif, pendant l'année 1921.	183
12 mai.	Arrêté autorisant la création et le fonctionnement du "Cerole de la Concorde", dans la ville de Papeete.	184
13 mai.	Arrêté autorisant la création et le fonctionnement de l'"Association Scolaire protestante de Papeete".	185
14 mai.	Arrêté rapportant celui du 31 décembre 1920, rendant provisoirement exécutoire le Budget des recettes et des dépenses du Service Local des Etablissements français de l'Océanie, pour l'exercice 1921.	186
14 mai.	Arrêté rendant provisoirement exécutoire le Budget des recettes et des dépenses du Service Local des Etablissements français de l'Océanie, pour l'exercice 1921.	187
14 mai.	Arrêté fixant les taxes à allouer aux experts, en matière civile et commerciale.	188
20 mai.	Arrêté autorisant la création et le fonctionnement de l'"Association Philanthropique Chinoise de l'Océanie française", dans la ville de Papeete.	188
21 mai.	Arrêté fixant la date des opérations de recensement de la population dans les Etablissements français de l'Océanie.	189
21 mai.	Décision autorisant la remise par le Service des Domaines au Service Militaire, des immeubles préalablement affectés au détachement d'Infanterie coloniale.	189
	Extraits.	190
	Erratum à l'arrêté du 30 avril 1921, rapportant l'article 6 de l'arrêté du 12 novembre 1920.	191

AVIS OFFICIELS

Avis au sujet d'un emploi de dactylographe.	191
Service des Mines. — Demandes de permis de recherches.	191
Note au sujet des citations individuelles décernées durant les hostilités aux combattants originaires de la Colonie.	192
Inscription maritime. — Examens de Capitaine au cabotage.	192
Détachement d'Infanterie coloniale. — Avis concernant des paiements au titre de la masse individuelle.	192

PARTIE NON OFFICIELLE

NOUVELLES ET INFORMATIONS

Ligue Maritime et Coloniale françaises.	192
Ligue Française.	193
Naufrage.	193
Port de Papeete. — Liste des passagers arrivés et partis.	193

STATISTIQUES

Mouvements du Port de Papeete, en avril 1921.	194
Annonces judiciaires.	194
— commerciales et avis divers.	195

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ARRÊTÉ promulguant dans la Colonie le décret du 17 mars 1921, modifiant le décret du 2 mars 1910, relatif à la solde et aux allocations accessoires du personnel colonial.

(Du 19 mai 1921.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie ;

Vu le décret en date du 17 mars 1921, portant modification au décret du 2 mars 1910 relatif à la solde et aux allocations accessoires du personnel colonial,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est promulgué dans les Etablissements français de l'Océanie, pour y être exécuté selon ses forme et teneur, le décret du 17 mars 1921, portant modification au décret du 2 mars 1910 relatif à la solde et aux allocations accessoires du personnel colonial.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 19 mai 1921.

A.-M. GUÉDÈS.

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Paris le 17 mars 1921.

Monsieur le Président.

L'article 92 du décret du 2 mars 1910 sur la solde et les allocations accessoires du personnel colonial, modifié par l'article 1^{er} du décret du 11 septembre 1920 prévoit (§ 1^{er}) en faveur des fonctionnaires rétribués sur les budgets généraux, locaux ou spéciaux des colonies et présents en France dans une position de service ou de congé rétribué, une indemnité spéciale de séjour fixée uniformément au chiffre de 1.200 fr. par an.

Toutefois, en vue d'éviter les abus possibles, le règlement a eu soin de stipuler que cette allocation ne serait maintenue aux agents se trouvant dans la position de congé rétribué que dans la limite d'une année seulement à partir du jour du débarquement ou de l'arrivée en France, quelle que soit la cause de la prolongation du congé.

L'application de cette disposition restrictive, justifiée dans son principe, a paru rigoureuse à l'égard de fonctionnaires qui, arrivés à l'expiration de leur congé, sont, faute de places disponibles, maintenus dans leur foyer en attendant leur départ à destination d'outre-mer.

C'est dans le but de remédier à cette situation toute spéciale sur laquelle mon attention a été appelée lors de la discussion du budget des colonies à la Chambre des Députés, que j'ai fait préparer le projet de décret ci-joint que j'ai l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Si vous en approuvez les dispositions, je vous serais obligé de revêtir cet acte de votre signature.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le Ministre des colonies,

A. SARRAUT.

DÉCRET

(Du 17 mars 1921.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 3 juillet 1897 portant règlement sur les indemnités de déplacement du personnel relevant du Ministère des colonies, modifié par les décrets des 25 septembre 1911, 13 juin 1912, 18 avril et 25 juillet 1919;

Vu le décret du 2 mars 1910, portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux ou locaux, modifié par les décrets des 12 juin 1911, 26 mai 1920 et 11 septembre 1920;

Sur le rapport du Ministre des colonies,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Le paragraphe II de l'article 92 du décret du 2 mars 1910, modifié par l'article 1^{er} du décret du 11 septembre 1920, est complété par la disposition ci-après :

« Il est fait dérogation à cette dernière disposition en faveur des fonctionnaires, employés et agents qui, à l'expiration de leurs congés, sont, faute de places disponibles sur les navires ralliant leur colonie de destination, maintenus par ordre dans leur foyer, en attendant leur départ pour ladite possession; les intéressés conservent ou recouvrent, quelle que soit la durée de leur séjour dans la métropole, le droit à l'indemnité spéciale de séjour, à partir du lendemain de l'expiration de leur dernier congé jusqu'à la veille de leur arrivée au port d'embarquement à la date fixée par le chef du service colonial de ce port.

« Le fonctionnaire, employé ou agent qui, postérieurement à son maintien, par ordre, en expectative de départ, obtient un sursis, un congé quelconque, sa mise hors cadres ou sa mise en disponibilité, perd ses droits à l'indemnité spéciale pour la période antérieure dépassant la limite fixée par le premier alinéa du présent paragraphe, sous réserve toutefois des dispositions du paragraphe 3 ci-après.

« L'indemnité spéciale de séjour n'est pas cumulable, au port d'embarquement, avec l'indemnité de séjour attribuée par le décret du 18 avril 1919.

« Le droit à l'attribution de l'indemnité spéciale de séjour relève de l'appréciation du chef du service colonial du port d'embarquement, qui possède seul les éléments d'information nécessaires sur la situation exacte, à ce point de vue, des fonctionnaires, employés et agents embarqués par ses soins.

Art. 2. — Les dispositions du présent décret sont applicables pour compter du jour de la mise en vigueur du décret du 11 septembre 1920.

Art. 3. — Le Ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* du Ministère des colonies.

Fait à Paris, le 17 mars 1921.

A. MILLERAND.

Par le Président de la République :

Le Ministre des colonies,

A. SARRAUT.

ARRÊTÉ promulguant dans la Colonie le décret du 23 mars 1921, modifiant temporairement le taux de l'indemnité réglementaire de séjour en France.

(Du 19 mai 1921.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie;

Vu le décret en date du 23 mars 1921, modifiant temporairement le taux de l'indemnité réglementaire de séjour en France, et les tarifs insérés au tableau n° 1 annexé au décret du 3 juillet 1897, modifiés par le décret du 15 juin 1918,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est promulgué dans les Etablissements français de l'Océanie, pour y être exécuté selon ses forme et teneur, le décret

du 23 mars 1921, modifiant temporairement le taux de l'indemnité réglementaire de séjour en France et les tarifs insérés au tableau n° 1 annexé au décret du 3 juillet 1897, modifiés par le décret du 15 juin 1918.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 19 mai 1921.

A.-M. GUÉDÈS.

DÉCRET

(Du 23 mars 1921.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 2 de la loi du 18 octobre 1919, portant ouverture de crédits sur l'exercice 1919 et concernant les indemnités de résidence et de séjour et les avantages accessoires attribués aux fonctionnaires, agents et ouvriers des services civils de l'Etat;

Vu la loi du 14 février 1920, autorisant un nouveau relèvement temporaire des tarifs sur les grands réseaux de chemin de fer d'intérêt général;

Vu le décret du 3 juillet 1897, portant règlement sur les indemnités de route et de séjour et les passages des fonctionnaires et agents des services coloniaux et locaux des colonies;

Vu le décret du 19 juin 1917, portant modification temporaire du taux de l'indemnité réglementaire de séjour en France;

Vu le décret du 15 juin 1918, portant modification temporaire aux tarifs insérés au tableau n° 1 annexé au décret du 3 juillet 1897;

Vu le décret du 18 avril 1919, portant modification temporaire au régime des indemnités de séjour accordées au personnel colonial en instance de départ retenu par ordre au port d'embarquement;

Vu le décret du 27 juillet 1919, accordant la gratuité du transport par voie ferrée en France, aux familles des fonctionnaires se déplaçant pour le service;

Sur le rapport du Ministre des colonies,

DÉCRÈTE:

Article 1^{er}. — A partir du 1^{er} mars 1920 et pendant toute la durée d'application de la loi du 14 février 1920, le tableau n° 1 annexé au décret du 3 juillet 1897 et modifié par les décrets des 19 juin 1917 et 15 juin 1918, est remplacé par le suivant:

GRADES ET EMPLOIS	Colonne n° 1.		Colonne n° 2.		
	POSITIONS prévues par l'article 2. Indemnités de route par kilomètre sur les voies ferrées.	INDEMNITÉS de mise en route	POSITIONS prévues par l'article 3. Indemnités de route par kilomètre		
			sur les voies ordinaires (A)	sur les voies ferrées, par le personnel	
				ayant droit à la réduction (B)	n'ayant pas droit à la réduction
1 ^{re} Personnel n'ayant pas droit à la réduction sur les voies ferrées.					
Officier général ou assimilé.	0 434	30 »	0 672	»	0 432
Officier supérieur ou assimilé.	0 312	25 »	0 315	»	0 228
Officier subalterne ou assimilé.	0 242	20 »	0 273	»	0 217
Employés ou agents divers.	3 ^e catégorie.	0 182	0 273	»	0 156
	4 ^e catégorie.	0 144	0 182	»	0 140
	5 ^e catégorie.	0 126	0 175	»	0 100
	6 ^e catégorie.	0 117	0 175	»	0 100
2 ^o Personnel ayant droit à la réduction sur les voies ferrées (C).					
Officier général ou assimilé.	0 322	30 »	0 672	0 240	»
Officier supérieur ou assimilé.	0 243	25 »	0 315	0 077	»
Officier subalterne ou assimilé.	0 182	20 »	0 273	0 068	»
Employés ou agents divers.	3 ^e catégorie.	0 135	0 273	0 054	»
	4 ^e catégorie.	0 106	0 182	0 039	»
	5 ^e catégorie.	0 086	0 175	0 025	»
	6 ^e catégorie.	0 071	0 175	0 025	»

(A) Les parcours effectués sur les voies ordinaires non desservies par des voitures publiques donnent droit à l'allocation kilométrique de la colonne n° 1 avec augmentation de moitié.

(B) L'indemnité kilométrique pour les officiers généraux et assimilés est la même sur les voies ferrées, quels que soient les tarifs militaires des compagnies.

(C) Le personnel voyageant à demi-tarif reçoit l'indemnité kilométrique attribuée à celui ayant droit à la réduction, avec augmentation, par kilomètre, de 0 fr. 04 pour les officiers généraux, supérieurs, subalternes ou assimilés, de 0 fr. 03 pour les agents des 3^e et 4^e catégories, et de 0 fr. 025 pour ceux des 5^e et 6^e catégories.

Art. 2. — A partir du 1^{er} mars 1920 et à titre provisoire, la quotité des indemnités de séjour en France, fixée par le paragraphe 1^{er} de l'article 11 du décret 3 juillet 1897, sera portée aux chiffres suivants :

30 fr. pour les officiers généraux ou assimilés de la	1 ^{re} catégorie A.
25 fr. pour les officiers supérieurs ou assimilés de la	1 ^{re} catégorie B.
20 fr. pour les officiers subalternes ou assimilés de la	2 ^e catégorie.
15 fr. pour les fonctionnaires, employés et agents civils des Services coloniaux et locaux de la...	3 ^e catégorie.
	4 ^e catégorie.
	5 ^e catégorie.
	6 ^e catégorie.

II. Durant la même période, la quotité de l'indemnité de séjour fixée par l'article 2 du décret du 18 avril 1919 est remplacée par le tarif fixé par le présent décret.

III. Un décret contresigné par les Ministres des finances et des colonies fixera la date à partir de laquelle les tarifs antérieurs seront remis en vigueur.

Art. 3. — Le Ministre des colonies et le Ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du Ministère des colonies.

Fait à Paris, le 23 mars 1921.

A. MILLERAND.

Par le Président de la République:

Le Ministre des colonies, Le Ministre des finances,
A. SARRAUT. PAUL DOUMER.

ARRÊTÉ promulguant dans la Colonie le décret du 23 mars 1921, relatif à l'application de la loi du 7 octobre 1919 concernant la liquidation des biens séquestrés.

(Du 19 mai 1921.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie ;

Vu le décret du 23 mars 1921, relatif à l'application de la loi du 7 octobre 1919, concernant la liquidation des biens séquestrés,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est promulgué dans les Etablissements français de l'Océanie, pour y être exécuté selon ses forme et teneur, le décret du 23 mars 1921, relatif à l'application de la loi du 7 octobre 1919 concernant la liquidation des biens séquestrés.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 19 mai 1921.

A.-M. GUÉDÈS.

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Paris, le 23 mars 1921.

Monsieur le Président.

Le Parlement a manifesté sa volonté de voir accélérer le plus possible les opérations de liquidation des biens ennemis, et, dans ce but, les conditions d'application de la loi du 7 octobre

1919, fixées par le décret du 23 octobre 1919, ont été simplifiées, par les décrets des 17 septembre 1920 et 18 février 1921.

Ce dernier décret a chargé l'Office des biens et intérêts privés, du règlement du passif des liquidations.

Il nous paraît possible aujourd'hui d'envisager une simplification nouvelle en ce qui concerne le recouvrement des créances, rentrant dans l'actif des séquestrations.

Les liquidateurs seuls sont qualifiés pour liquider, en exécution de la loi du 7 octobre 1919, tous les biens séquestrés, à l'exception toutefois de certaines catégories de créances.

En effet, par application de l'article 296 du traité de Versailles, les créances et dettes de Français résidant en France vis-à-vis des Allemands résidant en Allemagne au 10 janvier 1920, sont réglées, obligatoirement par l'Office de compensation. La discrimination des créances rentrant ou non dans l'application de l'article 296 est particulièrement délicate, et seul l'Office des biens et intérêts privés est à même de l'effectuer, d'où des conflits d'attribution entre les liquidateurs et l'Office ; d'après les précisions fournies par les instructions ministérielles, il est arrivé, dans de nombreux cas, que l'Office et le liquidateur ont réclamé du débiteur le paiement d'une même créance. Il est essentiel de remédier à de telles confusions afin que l'Office qui, dans un délai fort court, doit procéder aux opérations prescrites par la loi du 10 mars 1920, ne soit plus gêné dans son action par celle des liquidateurs.

Il importe, en outre, de hâter le recouvrement des créances.

Tel est le double objet des articles 1^{er} et 4 du présent projet de décret :

D'une part, des règles très simples fixent la méthode à suivre pour permettre à l'Office d'assurer, dans la plénitude de ses attributions, le recouvrement des créances rentrant dans les catégories visées par l'article 296.

D'autre part, pour les créances ne rentrant pas dans ces catégories, un délai est imparti aux administrateurs séquestres et aux liquidateurs pour en effectuer le recouvrement. Passé ce délai, lesdites créances, litigieuses ou non, seront transférées à l'Office des biens et intérêts privés qui, sous l'autorité de son conseil de direction, recherchera les moyens de les liquider dans les meilleures conditions et dans le moins de temps possible, soit qu'il continue à en poursuivre le recouvrement, soit qu'il consente des transactions, ou enfin qu'il procède à la vente de certains de ces droits litigieux.

En second lieu, dans son article 5, le décret que nous soumettons à votre signature a pour but de fixer les imputations que l'Office des biens et intérêts privés peut faire sur le produit des liquidations qu'il prend en charge par application du traité de Versailles. Le paragraphe II de l'article 297 et le paragraphe 4 de l'annexe à cet article prévoient que le produit des liquidations peut être grevé du paiement des créances de ressortissants français sur ressortissants allemands. Une grande partie de ces créances est réglée par le jeu de la compensation qui comporte divers risques. Le Gouvernement, au moment où fut adopté le système de la compensation, a décidé que ces risques seraient supportés, par application du paragraphe 9 de l'annexe à l'article 296, par l'ensemble des créanciers de l'Office.

Les risques dont il s'agit sont de deux sortes :

1^o Un risque que nous pourrions appeler normal, résultant de l'existence de mauvaises créances dont l'Office français a dû créditer l'Office allemand, et dont il n'est pas arrivé à opérer le recouvrement ;

2^o Un risque spécial résultant de l'application des lois, et notamment les non-valeurs que l'Office peut avoir à subir du fait de

l'application de la loi du 27 décembre 1920, ou encore les pertes d'intérêts de créances versées ou consignées par les débiteurs et qui sont créditées à l'Office allemand avec les intérêts prévus au paragraphe 22 de l'annexe à l'article 296.

Au contraire des risques normaux, les risques spéciaux n'ont pas à être supportés par l'ensemble des créanciers de l'Office. Ils doivent être imputés, conformément au paragraphe 4 de l'annexe à l'article 297, sur le produit des liquidations des biens allemands.

Ces considérations ont été soumises à la commission consultative des séquestres et au comité de direction de l'Office des biens privés, qui les ont retenues et ont émis un avis favorable aux propositions que nous avons l'honneur de vous soumettre.

Si vous les approuvez, vous voudrez bien revêtir de votre signature le projet de décret suivant.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de notre respectueux dévouement.

*Le Garde des sceaux,
Ministre de la justice,*

LOUIS NAIL.

*Le Président du Conseil,
Ministre des affaires étrangères,*
A. BRIAND.

DÉCRET

(Du 23 mars 1921.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Garde des sceaux, Ministre de la justice, et du Président du Conseil, Ministre des affaires étrangères,

Vu la loi du 7 octobre 1919, relative à la liquidation des biens faisant l'objet d'une mesure de séquestre ;

Vu les décrets des 23 octobre 1919, 17 septembre 1920 et 18 février 1921, relatifs à l'application de ladite loi ;

Vu la loi du 10 mars 1920, relative à la création d'un Office de vérification et de compensation, en application de la partie X (clauses économiques) du traité de Versailles ;

Vu le décret du 30 décembre 1919, créant l'Office des biens et intérêts privés ;

Vu l'arrêté du Ministre des affaires étrangères et du Ministre des finances, du 4 juin 1920, relatif à la comptabilité de l'Office des biens et intérêts privés ;

Vu les avis de la commission consultative des liquidations et du conseil de direction de l'Office des biens et intérêts privés,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — L'Office des biens et intérêts privés est seul chargé du recouvrement des créances d'Allemands sur Français rentrant dans les catégories visées par l'article 290 du traité de Versailles.

Si un administrateur ou un liquidateur de biens séquestrés poursuit le recouvrement d'une créance de cette nature, il cesse ses diligences dès qu'il apprend que le paiement de ladite créance est réclamé par l'Office des biens et intérêts privés.

Art. 2. — Les administrateurs et liquidateurs sont tenus de fournir à l'Office des biens et intérêts privés tous les renseignements qui leur sont demandés, tant pour la discussion des créances visées par l'article 296 que pour la tenue des comptes de l'Office par application de l'article 297 du traité de Versailles.

Art. 3. — Jusqu'au 1^{er} octobre 1921, les administrateurs et liquidateurs poursuivent le recouvrement des créances dépendant des

patrimoines séquestrés qu'il administrent ou liquident lorsque ces créances ne rentrent pas dans les catégories visées par l'article 296 du traité de Versailles. A partir de cette date, toutes celles de ces créances, litigieuses ou non, qui n'auront pas été recouvrées, seront transférées à l'Office des biens et intérêts privés, qui en poursuivra la liquidation.

Art. 4. — L'Office des biens et intérêts privés peut imputer sur le produit des liquidations pris par lui en charge :

1^o Le passif des liquidations déficitaires, si les créanciers ne peuvent être payés d'autre manière ;

2^o Les frais de séquestre et intérêts afférents à des dettes rentrant dans les catégories visées par l'article 296 du traité de Versailles ;

3^o Le montant des dettes rentrant dans les catégories de l'article 296 dont le recouvrement a été différé ou rendu impossible par application de la loi du 27 décembre 1920 ;

4^o Les frais de ses services afférents à l'application du décret du 18 février 1921 et du présent décret. Ces frais sont portés au budget de l'Office et approuvés conformément à l'arrêté du Ministre des affaires étrangères et du Ministre des finances, en date du 4 juin 1920.

Art. 5. — Sont rapportées toutes dispositions contraires au présent décret.

Art. 6. — Le Président du Conseil, Ministre des affaires étrangères, et le Garde des sceaux, Ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret.

Fait à Paris, le 23 mars 1921.

A. MILLERAND.

Par le Président de la République :

*Le Garde des sceaux,
Ministre de la justice,*

L. BONNEVAY.

*Le Président du Conseil,
Ministre des affaires étrangères,*
ARISTIDE BRIAND.

ARRÊTÉ promulguant dans la Colonie le décret du 19 novembre 1918, modifiant le tarif des indemnités annexé au décret du 8 septembre 1910 portant règlement sur le service des frais de déplacement des militaires isolés aux colonies et dans les pays de protectorat.

(Du 21 mai 1921.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie ;

Vu le décret du 19 novembre 1918, modifiant le tarif des indemnités annexé au décret du 8 septembre 1910 portant règlement sur le service des frais de déplacement des militaires isolés aux colonies et dans les pays de protectorat,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est promulgué dans les Etablissements français de l'Océanie, pour y être exécuté selon ses forme et teneur, le décret du 19 novembre 1918, modifiant le tarif des indemnités annexé au décret du 8 septembre 1910 portant règlement sur le service des frais de déplacement des militaires isolés aux colonies et dans les pays de protectorat.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 21 mai 1921.

A.-M. GUÉDÈS.

Par le Gouverneur :
Le Secrétaire Général,
THALY.

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Paris, le 19 novembre 1918.

Monsieur le Président.

Les tarifs de frais de déplacement aux colonies, fixés par le décret du 8 septembre 1910, ne répondent plus au coût actuel de la vie.

Il a paru, en conséquence, nécessaire d'améliorer la situation faite au personnel militaire appelé à se déplacer pour le service dans nos possessions d'outre-mer.

Le Parlement, dans la loi du 26 septembre 1918, ayant accordé les crédits nécessaires pour la réalisation de cette mesure, nous

avons l'honneur de soumettre à votre haute sanction le projet de décret ci-joint.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

Le Ministre des colonies,
HENRY SIMON.

Le Ministre des finances,
L.-L. KLOTZ.

DÉCRET

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre des colonies et du Ministre des finances,

Vu le décret du 8 septembre 1910 portant règlement sur le service des frais de déplacement des militaires isolés aux colonies et dans les pays de protectorat ;

Vu les décrets des 18 septembre 1913 et 27 mars 1915 modifiant le précédent,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Le tarif des indemnités annexé au décret du 8 septembre 1910 est modifié ainsi qu'il suit :

EUROPÉENS	INDEMNITÉ				Le reste
	journalière normale	journalière réduite	partielle	d'embarquement et de débarquement des bagages	
Officier général ou assimilé.....	20 ^f »	10 ^f »	7 ^f »	10 ^f »	sans changement
Officier supérieur ou assimilé.....	18 »	9 »	6 »	9 »	
Officier subalterne ou assimilé.....	15 »	7 50	5 »	7 50	
Agent de la 3 ^e catégorie, adjudant-chef et assimilé.....	12 »	6 »	4 50	6 »	
Adjudant, aspirant, sergent-major ou assimilé.....	8 »	4 »	4 »	»	
Sergent et assimilé, caporal fourrier, brigadier fourrier.....	7 »	3 50	3 »	»	
Caporal, brigadier, soldat et assimilé.....	6 »	3 »	2 50	»	
Membre civil des commissions.....	18 »	»	6 »	»	
Membre civil des commissions (dans la localité de résidence, par vacation de trois heures).....	»	»	6 75	»	
Membre civil des commissions (par heure en plus).....	»	»	2 25	»	

Art. 2. — Le Ministre des colonies et le Ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret dont les dispositions sont applicables à compter du 1^{er} octobre 1918.

Fait à Paris, le 19 novembre 1918.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

Le Ministre des colonies,
HENRY SIMON.

Le Ministre des finances,
L.-L. KLOTZ.

CIRCULAIRE ministérielle au sujet du dénombrement de la population en 1921.

Paris, le 21 février 1921.

Le Ministre des Colonies, à Messieurs les Gouverneurs généraux, Gouverneurs des colonies et l'Administrateur de Saint-Pierre et Miquelon.

Un décret du 5 octobre 1920, publié au *Journal officiel* de la

République française du 6 du même mois (page 14.939) a prescrit le dénombrement de la population dans la Métropole à la date du 6 mars prochain.

Une circulaire du Ministre de l'Intérieur du 13 octobre dernier (*J. O. R. F.* du 29 novembre 1920, page 19.454) a indiqué par le détail les formes dans lesquelles il conviendra d'assurer ce recensement.

* * *

Il m'est apparu que le moment était également opportun pour que ce dénombrement fut accompli dans nos différentes possessions d'outre-mer. La guerre est finie et la démobilisation terminée. Le domaine extérieur de la France est consolidé et agrandi ; plus que jamais il est nécessaire de tirer parti des richesses qu'il renferme.

Ce but ne sera jamais complètement atteint si l'on n'a sous les yeux qu'un inventaire imparfait des ressources de nos possessions spécialement quant au premier élément de leur productivité : la population. Or, vous n'ignorez pas que trop fréquemment on s'en est tenu sur ce point à des données irrégulières et incer-

taines, sujettes même souvent à des écarts d'appréciation aussi troublants qu'inattendus. Ces indications sommaires sont devenues particulièrement vagues, durant ces dernières années, en raison des perturbations provoquées par la guerre dans les divers éléments ethnologiques de nos colonies, en raison aussi de la raréfaction du personnel administratif dont vous disposiez normalement.

Il n'en est plus de même aujourd'hui, et, à certains points de vue, l'intérêt d'un dénombrement général apparaît plus pressant encore. Il nous est notamment indispensable de nous rendre compte de l'incidence exacte du dernier conflit européen sur la vitalité de nos colonies. Toutes, en effet, les plus étendues comme les plus modestes, les plus proches comme les plus lointaines, n'ont pas hésité, à l'exemple de la Métropole, à donner sans compter leurs fils à la Patrie menacée et toutes, à des degrés différents, ont ainsi été affectées par ces douloureux événements.

Elles ont donc toutes aussi un intérêt égal à contribuer aujourd'hui, de même que la France continentale, à l'œuvre de relèvement entreprise, œuvre dont vous connaissez, et l'étendue et les difficultés.

A cet effet, s'il apparaît comme un devoir impérieux d'assurer mieux qu'on n'a pu le faire par le passé, et grâce à une statistique particulièrement sincère et complète, l'égalité de tous, tant au regard de l'impôt qu'au regard du recrutement, il n'est pas moins indispensable à notre action tutélaire de se manifester équitablement sur tous les groupements ethniques de nos colonies, tant au point de vue éducatif qu'en ce qui touche au développement de l'assistance médicale.

La question a d'autant plus d'importance que si nos colonies vont avoir à faire face à de nouvelles charges fiscales et militaires, elles auront aussi à mettre en œuvre les programmes d'assistance et d'enseignement, dont il faudra suivre les progrès et comparer les résultats.

Au surplus, bien avant l'occupation française, certains peuples aujourd'hui soumis à notre protection avaient compris tout l'intérêt des recensements périodiques, et c'était là même l'une des traditions les plus généralement suivies dans certains pays d'Extrême-Orient. Au Siam, notamment, les recensements n'ont jamais cessé d'être réguliers. Ils étaient également en harmonie avec les institutions que les Annamites avaient adoptées. Leur génie propre leur avait inspiré, dès l'origine, une organisation communale dont le dénombrement de la population était la première base.

Pour l'Indo-Chine, donc, par le jeu des institutions locales, un dénombrement général de la population sera relativement aisé à faire accepter. — Il restera à expliquer avec soin à la masse l'intérêt général d'une mesure qui ne revêt pas qu'un caractère utilitaire, mais qui constitue aussi pour l'Administration un instrument nécessaire à l'exercice de ses devoirs envers les collectivités et les individus.

A Madagascar, la tâche ne sera généralement pas ardue; le dernier dénombrement opéré est relativement récent. D'autre part, le contact avec l'autochtone devient chaque jour plus étroit à la faveur des progrès politiques et économiques réalisés dans cette colonie.

C'est évidemment en Afrique Occidentale et en Afrique Equatoriale françaises que l'effort sera le plus pénible: il y a bien eu, depuis 1904, des essais de recensements périodiques, mais la pénurie du personnel européen, l'excentricité de quelques circonscriptions, la vie nomade de certaines tribus, rendront plus laborieuses encore qu'ailleurs les opérations nécessitées par le dénombrement prévu.

Aussi bien, j'ai pensé que pour obtenir une statistique sincère complète, répondant exactement à nos vues, spécialement dans nos territoires à population riche, mais parfois disparate et éparse, il était essentiel de reculer la date adoptée pour la France continentale.

C'est ainsi que je vous ai prié, par câblogramme n° 2, du 31 janvier 1921, de procéder au dénombrement au 1^{er} juillet prochain seulement, dans toutes nos possessions.

En ce qui concerne les colonies dont les habitants jouissent des droits électoraux comme dans la Métropole, je ne saurais mieux faire que de vous suggérer de vous conformer, aussi exactement que possible, et sauf les modalités nécessaires, aux instructions annexées à la circulaire du Ministre de l'Intérieur en date du 13 octobre 1920: ces instructions constituent, en effet, un guide sûr et détaillé, où vous trouverez toutes les indications qui vous seront nécessaires.

Pour les autres possessions, au contraire, il n'est pas douteux que les dispositions de la circulaire précitée sont pratiquement inapplicables. Elles vous serviront seulement d'indications générales et il vous appartiendra de simplifier les formalités prévues, d'abréger les questionnaires, de les assimiler aux contingences locales, de vous en inspirer enfin dans le sens le mieux adapté au but proposé.

Les Chefs de province ou de cercle devront mettre tout en œuvre pour y atteindre; ils pourraient notamment employer utilement à ces fins le concours de tout agent européen, quel que soit le corps auquel il appartienne, mais qui aurait, des dialectes locaux, une connaissance suffisante pour servir, en quelque manière, d'agent de liaison entre l'Administration et l'indigène, et mener ainsi à bien, même dans les agglomérations les plus reculées, le recensement entrepris.

L'aide des Chefs ou des fonctionnaires indigènes, sous le contrôle des Résidents ou Commandants de cercle, ne devrait pas davantage être dédaignée, car, dans les régions les moins évoluées, les difficultés seront certainement très grandes et la plupart du temps malaisées à solutionner.

Je sais, au surplus, pouvoir compter sur le zèle éclairé des plus modestes fonctionnaires français, comme sur la vigilance active de leurs Chefs; je ne puis douter en effet, qu'à tous les degrés de la hiérarchie, chacun ne soit bien pénétré de l'intérêt supérieur de la tâche à réaliser.

En m'accusant réception de la présente circulaire, je vous serais obligé de m'indiquer, par le détail, les mesures que vous aurez cru devoir prendre pour assurer l'exécution des instructions qu'elle contient.

Vous voudrez bien, en outre, aussitôt les opérations du dénombrement achevées, m'en faire tenir les résultats sous le timbre de la Direction des Affaires politiques.

ALBERT SARRAUT.

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

DÉCISION nommant M. Thaly Président du Conseil du Contentieux administratif.

(Du 7 mai 1921.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie;

Vu le décret du 5 août 1881, sur l'organisation des Conseils du Contentieux administratif;

Vu le décret du 6 novembre 1912, fixant la composition du Conseil du Contentieux;

Vu l'arrêté du 10 avril 1921, installant M. Thaly, Administrateur de 1^{re} classe, dans ses fonctions de Secrétaire Général du Gouvernement,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — M. Thaly, Secrétaire Général du Gouvernement, est investi de la présidence du Conseil du Contentieux administratif, pendant l'année 1921.

Art. 2. — La présente décision sera enregistrée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 7 mai 1921.

A.-M. GUÉDÈS.

ARRÊTÉ autorisant la création et le fonctionnement du "Cercle de la Concorde", dans la ville de Papeete.

(Du 12 mai 1921.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu l'article 60, paragraphe 1^{er}, du décret organique du 28 décembre 1885;

Vu la demande formulée par les Membres du "Cercle de la Concorde";

Vu l'avis favorable du Chef du Service Judiciaire, en son rapport n° 37, en date du 6 mai 1921;

Sur la proposition du Secrétaire Général,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Sont autorisés la création et le fonctionnement du "Cercle de la Concorde" dans la ville de Papeete.

Art. 2. — Le Secrétaire Général est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete le 12 mai 1921.

A.-M. GUÉDÈS.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire Général,

THALY.

Statuts du "Cercle de la Concorde".

Article I. — Il est créé, entre les soussignés, et toutes autres personnes qui adhéreront aux présents statuts et rempliront les conditions indiquées ci-après, un cercle qui est régi par les présents statuts.

Art. II. — Ce cercle prend la dénomination de "Cercle de la Concorde". Son siège social est fixé à Papeete.

Art. III. — Il est administré par un Comité composé de cinq membres résidant à Papeete, savoir :

Un Président;

Un vice-Président;

Deux Commissaires;

Et un Secrétaire-Trésorier.

Art. IV. — Ce Comité est élu par tous les membres du Cercle,

à la majorité absolue au premier tour et à la majorité relative au second.

Il est élu pour un an.

Les membres en sont rééligibles.

Art. V. — Toute personne honorable habitant la Colonie depuis au moins trois mois peut faire partie du Cercle.

Les admissions ont lieu à l'élection; en conséquence:

Le candidat adresse sa demande au Président;

Cette demande est affichée pendant quinze jours dans les salons du Cercle;

Pendant ce laps de temps, une urne fermant à clef est installée pour recevoir le vote de chaque membre;

Les votes doivent être effectués, sous peine de nullité, au moyen d'un bulletin spécial fourni par le Comité d'administration à raison d'un seul par membre;

Tout membre ayant accompli son vote doit le constater au moyen d'un émargement sur un registre *ad hoc* déposé près de l'urne;

A l'expiration du délai ci-dessus fixé, l'urne est ouverte par le Président, seul dépositaire de la clef, en présence des membres du Comité au nombre de trois au moins ou, à leur défaut, en présence d'au moins trois membres du Cercle;

Il est dressé procès-verbal de cette opération;

Le candidat est admis à la majorité des deux tiers des votes exprimés;

Le vote par procuration n'est pas admis.

Le Conseil d'administration pourra, s'il le juge convenable, adresser une carte d'invitation aux personnes honorables de passage dans la Colonie.

Art. VI. — Sont réputés membres fondateurs, et sont admis sans passer par le scrutin, tous les signataires de la présente liste d'adhésion aux présents statuts. Cette liste sera close le 28 février prochain.

Art. VII. — Les membres sont tenus de verser une mise d'entrée de vingt-cinq francs, payable dès le jour de leur admission et en même temps que leur première cotisation.

Art. VIII. — La cotisation mensuelle est fixée à cinq francs.

Elle est payable d'avance.

Art. IX. — La buvette du Cercle est confiée à un gérant qui doit également veiller au service intérieur, à la propreté et à l'entretien du mobilier.

Le prix des consommations est fixé d'accord entre le Comité d'administration et le gérant.

Art. X. — Les jeux de hasard sont formellement interdits, ainsi que les discussions politiques et religieuses.

Art. XI. — Le Cercle sera ouvert tous les jours de sept heures du matin à onze heures du soir.

Art. XII. — Le Comité d'administration a dans ses attributions la direction et la surveillance du Cercle, ainsi que la nomination du personnel employé dans cet établissement.

Il est chargé des achats de livres pour la bibliothèque et des abonnements aux journaux.

Il veille à l'observation des règlements intérieurs et prend ou propose toutes les mesures qu'il juge nécessaires pour assurer le bon ordre et le fonctionnement régulier du Service.

Il se réunit au moins une fois par trimestre et chaque fois que le Président juge convenable de le convoquer.

Le Président est tenu, en outre, de convoquer le Conseil d'administration, sur la demande de trois membres de ce conseil ou au moins de cinq membres adhérents, dans un délai de huitaine.

Les délibérations du Conseil d'administration ne seront valables que si le nombre des membres présents est de trois au moins.

Il est dressé un procès-verbal de chaque séance.

Les procès-verbaux de ces séances doivent être communiqués aux membres du Cercle à toute réquisition de leur part.

Art. XIII. — Le Conseil d'administration a le droit d'organiser fêtes et réceptions, soit avec les fonds de réserve du Cercle, soit avec des fonds provenant d'une contribution spéciale qui pourra être demandée aux membres mais qui ne pourra jamais être rendue obligatoire.

Art. XIV. — Tout membre en retard pour le paiement, soit de ses cotisations, soit de ses consommations, pendant deux mois, sera mis en demeure d'effectuer ces paiements; si dans un délai de un mois il n'a pas satisfait cette mise en demeure, il pourra être radié après avoir été appelé par le Conseil d'administration pour fournir ses explications.

Art. XV. — Pourra encore être exclu du Cercle :

Tout membre ayant forfait aux lois de l'honneur ainsi que celui qui aura été condamné à une peine entraînant la perte des droits civils et politiques;

Tout membre qui aura tenu des propos désobligeants soit contre les autres membres du Cercle, soit contre le Cercle lui-même.

Art. XVI. — L'exclusion ne pourra être prononcée que par le Conseil d'administration, le membre accusé entendu et prévenu, par lettre recommandée à la poste, au moins huit jours d'avance.

Tout membre exclu aura toujours le droit de faire appel contre la décision du Conseil d'administration, par lettre recommandée à la poste, et sera jugé en Assemblée générale extraordinaire.

Cette Assemblée générale devra être réunie par le Président dans les quinze jours de la notification de l'appel.

ARRÊTÉ *autorisant la création et le fonctionnement de l' "Association Scolaire protestante de Papeete".*

(Du 13 mai 1921.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu l'article 60, § 1^{er}, du décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie;

Vu la demande formulée par le Président de l' "Association Scolaire protestante de Papeete", par lettre du 19 mars 1921;

Vu l'avis favorable du Chef du Service Judiciaire émis en son rapport en date du 24 mars 1921;

Sur la proposition du Secrétaire Général,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Sont autorisés la création et le fonctionnement de l' "Association Scolaire protestante de Papeete", dans la ville de Papeete.

Art. 2. — Le Secrétaire Général est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 13 mai 1921.

A.-M. GUÉDÈS.

Par le Gouverneur :
Le Secrétaire Général,
THALY.

STATUTS

de l'Association Scolaire Protestante de Papeete.

Constitution. — Siège social. — Objet.

Article 1^{er}. — Sous le titre " Association Scolaire Protestante ", il est fondé à Papeete une Société dont le siège social est rue Perrotte, dans l'immeuble de l'Ecole Française-Indigène de garçons.

Art. II. — Le but de l'Association est de subvenir en général aux frais d'entretien des Ecoles Protestantes, et plus spécialement, de réunir des fonds :

1^o Pour la reconstruction de l'Ecole des garçons;

2^o Pour l'amélioration ou la reconstruction des bâtiments de l'Ecole des filles.

Composition de la Société.

Art. III. — La Société se compose de Membres actifs et de Membres honoraires.

Art. IV. — Les Membres actifs sont ceux qui verseront une cotisation mensuelle de cinq francs. Les parents et tuteurs d'enfants fréquentant les Ecoles Protestantes seront invités à faire partie de la Société comme Membres actifs. Dans une famille, le chef de famille paiera seul la totalité des droits d'entrée et des cotisations; les autres membres pourront, à l'appréciation du Bureau, être admis en payant la moitié de ces sommes.

Art. V. — Les Membres honoraires seront ceux qui, par leur générosité, contribueront à l'œuvre en versant une somme annuelle d'au moins cent cinquante francs.

Art. VI. — Toute personne habitant Papeete ou l'extérieur, ou simplement de passage, qui fera don à la Société d'au moins cinq cents francs, soit en espèces, soit en nature, sera inscrite comme Membre bienfaiteur.

Art. VII. — Tout Membre actif versera un droit d'entrée de dix francs. Le Bureau pourra cependant exonérer de tout ou partie de ce droit, ou même d'une partie ou de la totalité des cotisations, ceux des Membres actifs qui seront reconnus indigents.

Administration.

Art. VIII. — La Société est administrée par un Bureau composé de dix Membres, dont six élus et quatre de droit. Les Membres élus seront : le Président, le Vice-Président, le Secrétaire, le Trésorier et deux Commissaires. Ils seront nommés en assemblée générale et à la majorité des voix des Membres présents.

Les Membres de droit sont : le Directeur de l'Ecole des garçons, la Directrice de l'Ecole des filles, le Président du Conseil Supérieur des Eglises Tahitiennes et le Pasteur de la Congrégation Française de Papeete.

Art. IX. — Les Membres de droit sont éligibles aux fonctions de Président, de Vice-Président, de Secrétaire, de Trésorier et de Commissaire. Mais dans le cas où ils seraient élus, l'assemblée pourvoira à leur remplacement numérique en élisant d'autres Membres. Toutes les fonctions sont gratuites.

Art. X. — Les Membres élus le sont pour six ans et sont renouvelables par moitié tous les trois ans. Les Membres sortants sont désignés par voie de tirage au sort, mais restent indéfiniment rééligibles.

Art. XI. — Le Bureau pourvoira au remplacement des Membres décédés ou démissionnaires en attendant la prochaine assemblée générale qui ratifie ce choix ou choisit d'autres Membres.

Art. XII. — Le Président veille à la bonne marche de la Société,

la représente en justice et civilement. Il réunit le Bureau, convoque et préside les assemblées générales.

Art. XIII. — Le Vice-Président seconde le Président et le remplace en cas d'empêchement.

Art. XIV. — Le Secrétaire rédige les procès-verbaux des réunions du Bureau et des assemblées générales, il s'occupe de la correspondance et de la conservation des archives. Il est chargé de dresser la liste des Membres de la Société et prépare le rapport annuel pour l'assemblée générale. Le Président peut lui déléguer la signature de la correspondance.

Art. XV. — Le Trésorier tient les comptes de la Société; il perçoit les cotisations et droits d'entrée et signe les reçus qu'il délivre aux associés. Il est responsable des sommes qui lui sont confiées, et ne fait de versements que sur mandat signé du Président et d'un Membre du Bureau.

Art. XVI. — Les Commissaires aident le Trésorier à recueillir les cotisations et s'occupent, d'une façon générale, de toutes les questions qui intéressent la Société, et particulièrement de la propagande en vue de l'adhésion de nouveaux Membres.

Art. XVII. — Le Président convoque régulièrement le Bureau une fois par trimestre, pour décider de l'emploi des fonds en caisse, et exceptionnellement chaque fois qu'il le jugera nécessaire.

Art. XVIII. — Le Bureau ne peut délibérer valablement qu'avec un minimum de six Membres, dont au moins quatre élus.

Assemblées générales.

Art. XIX. — L'Association se réunit en assemblée générale au moins une fois l'an, au mois de janvier, pour entendre le rapport du Secrétaire et du Trésorier pour l'année écoulée, et statuer sur les questions que lui soumet le Bureau.

Art. XX. — Le Président, dans des cas urgents, peut convoquer l'assemblée générale en séance extraordinaire.

Art. XXI. — L'assemblée générale doit être composée du quart au moins des Membres actifs et honoraires. Si, à l'heure indiquée, elle ne réunit pas ce nombre, une demi-heure après, les Membres présents peuvent décider qu'ils passeront outre, et la décision de la majorité sera valable, quel que soit le nombre des présences. Le vote par procuration ne sera pas admis.

Art. XXII. — Tout Membre de la Société est éligible aux fonctions du Bureau, à la condition toutefois d'être protestant, de connaître la langue française et d'être de bonnes vie et mœurs.

Art. XXIII. — Ne prendront part au vote que les membres âgés de 18 ans au moins.

Art. XXIV. — L'Association ne pourra, en aucune façon, s'ingérer dans la direction proprement dite des Ecoles, et réciproquement. L'Association pourra cependant, par l'intermédiaire de son Bureau, faire connaître aux Directeurs des Ecoles tel vœu qu'elle aura émis, ou indiquer la destination de telle somme qu'elle leur aura versée.

Art. XXV. — Des Comités pourront être constitués par l'Association, ou directement par le Bureau, à l'effet d'organiser des fêtes, réunions, etc., ou pour tout autre but.

Art. XXVI. — Les propositions que les Associés désirent soumettre à l'assemblée générale doivent être faites par écrit au Président au moins quinze jours avant la séance. Le Bureau pourra néanmoins, s'il le juge nécessaire, permettre la discussion d'une proposition ne figurant pas à l'ordre du jour, ou présentée au dernier moment.

Organisation financière.

Art. XXVII. — Les ressources financières de l'Association proviennent:

- 1° des cotisations des Membres;
- 2° des dons ou legs dûment autorisés;
- 3° des fêtes, collectes, conférences, etc., organisées par des Comités nommés à cet effet, ou par la Société elle-même.

Art. XXVIII. — Une caisse de réserve sera constituée, et le Bureau fixera trimestriellement la somme à y verser. Il y aura recours chaque fois qu'il le jugera nécessaire.

Police. — Discipline.

Art. XXIX. — Le Bureau pourra établir un règlement intérieur pour le maintien de l'ordre et la discipline des séances. Dans les assemblées, la plus stricte correction de langage sera exigée, et les discussions orageuses ne seront pas tolérées.

Radiation. — Exclusion.

Art. XXX. — Tout Membre en retard de six mois dans le paiement de ses cotisations pourra être considéré comme démissionnaire, et son nom sera rayé de la liste des Sociétaires.

Art. XXXI. — Le Bureau peut prononcer l'exclusion de:

- 1° tout Membre frappé d'une peine infamante.
- 2° tout Membre dont la conduite est notoirement scandaleuse.

Dans aucun cas, il ne sera fait de remboursement aux Membres démissionnaires ou exclus.

Modification aux statuts. — Dissolution. —

Liquidation.

Art. XXXII. — Les statuts ne peuvent être modifiés qu'en assemblée générale.

Art. XXXIII. — La dissolution ne peut être proposée que par le Bureau, et ne sera effectuée qu'à la majorité des $\frac{3}{4}$ de la totalité des Membres. Dans ce cas, l'avoir de la Société sera versé à la Société des Missions Évangéliques de Paris.

Le Président,
O.-H. WALKER.

ARRÊTÉ rapportant celui du 31 décembre 1920, rendant provisoirement exécutoire le Budget des Recettes et des Dépenses du Service Local des Etablissements français de l'Océanie, pour l'exercice 1921.

(Du 14 mai 1921.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie;

Vu le décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté du 7 octobre 1912, portant suppression du Conseil privé et réorganisation du Conseil d'Administration dans les Etablissements français de l'Océanie;

Vu l'arrêté du 31 décembre 1920, rendant provisoirement exécutoire le Budget des recettes et des dépenses des Etablissements français de l'Océanie, pour l'exercice 1921;

Vu les instructions ministérielles en date du 20 avril 1921;

Sur le rapport du Secrétaire Général;

Le Conseil d'Administration entendu,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — L'arrêté susvisé du 31 décembre 1920, rendant provisoirement exécutoire le Budget des Recettes et des Dépenses du Service Local des Etablissements français de l'Océanie, pour l'exercice 1921, est et demeure rapporté.

Art. 2. — Le Secrétaire Général est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 14 mai 1921.

A.-M. GUÉDÈS.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire Général,

THALY.

ARRÊTÉ rendant provisoirement exécutoire le Budget des Recettes et des Dépenses du Service Local des Etablissements français de l'Océanie, pour l'exercice 1921.

(Du 14 mai 1921.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie ;

Vu l'arrêté du 7 octobre 1912, portant suppression du Conseil privé et organisation du Conseil d'Administration dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Vu le décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies ;

Vu l'arrêté du 14 mai 1921, rapportant l'arrêté du 31 décembre 1920 rendant provisoirement exécutoire le Budget local des Etablissements français de l'Océanie, pour l'exercice 1921 ;

Vu le procès-verbal de la séance en date du 14 mai 1921, du Conseil d'Administration, et le projet de Budget de l'exercice 1921 délibéré par le dit Conseil ;

Sur le rapport du Secrétaire Général ;

Vu l'urgence et sauf ratification ultérieure par décret,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est rendu provisoirement exécutoire le Budget des Recettes et des Dépenses du Service Local des Etablissements français de l'Océanie, pour l'exercice 1921, arrêté en recettes et en dépenses à la somme de : *cinq millions neuf cent quatre-vingt mille francs*, conformément aux états A et B annexés au présent arrêté.

Art. 2. — Des crédits sont ouverts pour les dépenses du Budget de l'exercice 1921, jusqu'à concurrence de la somme de : *cinq millions neuf cent quatre-vingt mille francs*.

Art. 3. — Le Secrétaire Général est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera, et qui aura son effet pour compter du 1^{er} janvier 1921.

Papeete, le 14 mai 1921.

A.-M. GUÉDÈS.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire Général,

THALY.

TABLEAU A. — RECETTES du Service Local des Etablissements français de l'Océanie, Exercice 1921.

NATURE DES RECETTES	Prévisions
SECTION 1 ^{re}	
Chapitre 1 ^{er} — Impôts perçus sur rôles.....	856.000 ^f »
— 2. — Contributions perçues sur liquidations..	3.993.800 »
— 3. — Produits des exploitations industrielles..	391.760 »
— 4. — Produits perçus sur ordres de recettes..	222.440 »
— 5. — Prélèvements ordinaires sur la Caisse de réserve.....	517.000 »
— 6. — Recettes des exercices antérieurs.....	Mémoire
— 7. — Recettes d'ordre.....	Mémoire
SECTION II.	
Chapitre 8. — Recettes extraordinaires.....	Mémoire
— 9. — Prélèvements exceptionnels sur la Caisse de réserve.....	Mémoire
Total général.....	5.980.000 ^f »

Arrêté en Conseil d'Administration, dans sa séance du 14 mai 1921, sous réserve de son approbation par décret, le présent Budget des recettes du Service Local des Etablissements français de l'Océanie, à la somme de **Cinq millions neuf cent quatre-vingt mille francs**.

Papeete, le 14 mai 1921.

Le Gouverneur,

A.-M. GUÉDÈS.

TABLEAU B. — DÉPENSES du Service Local des Etablissements français de l'Océanie, Exercice 1921.

NATURE DES DÉPENSES	Crédits alloués
Chapitre 1 ^{er} — Dettes exigibles.....	17.860 ^f »
— 2. — Gouvernement: Dépenses de personnel.	108.910 »
— 3. — Gouvernement: Dépenses de matériel..	85.900 »
— 4. — Services d'Administration générale: Dépenses de personnel.....	1.102.316 »
— 5. — Services d'Administration générale: Dépenses de matériel.....	351.516 »
— 6. — Services financiers: Personnel.....	370.112 »
— 7. — Services financiers: Matériel.....	282.069 »
— 8. — Dépenses des exploitations industrielles: Dépenses de personnel.....	382.449 »
— 9. — Dépenses des exploitations industrielles: Salaires d'ouvriers.....	623.930 »
— 10. — Dépenses des exploitations industrielles: Dépenses de matériel.....	1.297.286 »
— 11. — Services d'intérêt social et économique: Dépenses de personnel.....	614.811 »
— 12. — Services d'intérêt social et économique: Dépenses de matériel.....	312.455 »
— 13. — Dépenses diverses: Personnel.....	20.000 »
— 14. — Dépenses diverses: Matériel.....	372.735 »
— 15. — Fonds secrets.....	1.500 »
— 16. — Dépenses imprévues.....	36.145 »
— 17. — Dépenses d'ordre.....	Mémoire
— 18. — Dépenses extraordinaires.....	Mémoire
Total général.....	5.980.000 ^f »

Arrêté en Conseil d'Administration, dans sa séance du 14 mai 1921, sous réserve de son approbation par décret, le présent Budget des dépenses du Service Local des Etablissements français de l'Océanie, à la somme de **Cinq millions neuf cent quatre-vingt mille francs**.

Papeete, le 14 mai 1921.

Le Gouverneur,

A.-M. GUÉDÈS.

ARRÊTÉ fixant les taxes à allouer aux Experts en matière civile et commerciale.

(Du 14 mai 1921.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie;

Vu les articles 159 et suivants du décret du 16 février 1807, sur les tarifs des frais et dépens en matière civile;

Vu l'article 5 de l'arrêté du 25 mars 1869, fixant les frais de justice à appliquer en matière civile et commerciale;

Vu l'article 1^{er} de l'arrêté du 15 novembre 1878, fixant les indemnités de route et de séjour à allouer aux Experts;

Attendu qu'en ce qui concerne les Experts, les honoraires et indemnités prévus par ces deux derniers textes ne sont plus en rapport avec les nécessités de la vie présente;

Sur la proposition du Chef du Service Judiciaire;

Le Conseil d'Administration entendu,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — En matière civile et commerciale, il sera taxé aux Experts, par chaque vacation de trois heures, et à raison de trois vacations au maximum par journée de 24 heures, dans les lieux où ils sont domiciliés ou dans la distance de deux kilomètres de ces lieux :

Devant le Tribunal Supérieur, devant le Tribunal Civil de 1 ^{re} instance et devant le Tribunal de Commerce.	25 fr.
Devant le Tribunal de Paix.....	15 fr.

Art. 2. — Au delà de deux kilomètres, il sera alloué aux Experts pour frais de transport, tant à l'aller qu'au retour, *un franc cinquante centimes* par kilomètre parcouru en plus des deux premiers.

Art. 3. — Il leur sera alloué pour frais de séjour, de nourriture et de couchage, *trente francs* par chaque journée de 24 heures, à la charge de faire trois vacations de trois heures chacune par journée.

Art. 4. — La taxe de séjour sera réduite dans le cas où le nombre de trois vacations n'aurait pas été employé dans la même journée de 24 heures et dans le cas où l'aller et le retour auraient lieu dans la même journée.

Art. 5. — Il sera encore alloué aux Experts deux vacations : l'une pour leur prestation de serment, l'autre pour le dépôt de leur rapport, indépendamment de leurs frais de transport, s'ils sont domiciliés à plus de deux kilomètres de distance du lieu où siège le Tribunal.

Art. 6. — Au moyen des taxes ci-dessus, les Experts ne pourront rien réclamer ni pour frais de voyage et de nourriture, ni pour s'être fait aider par des secrétaires ou hommes de peine, ni sous quelque autre prétexte que ce soit, ces frais, s'ils ont lieu, restant à leur charge.

Art. 7. — Le Président ou le Juge taxateur, en procédant à la taxe des vacations des Experts, en réduira le nombre s'il lui paraît excessif.

Art. 8. — Toutes les dispositions contraires au présent arrêté sont et demeurent abrogées.

Art. 9. — Le Chef du Service Judiciaire est chargé de l'exécution

du présent arrêté, qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 14 mai 1921.

A.-M. GUÉDÈS.

Par le Gouverneur :

Le Chef du Service Judiciaire p. i.,
ANTIER.

ARRÊTÉ autorisant la création et le fonctionnement de l' "Association Philanthropique Chinoise de l'Océanie française", dans la ville de Papeete.

(Du 20 mai 1921.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu l'article 60 paragraphe 1^{er}, du décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie;

Vu les demandes en date des 3 février et 19 avril 1921, du Président de l' "Association Philanthropique Chinoise de l'Océanie française";

Vu les rapports n^{os} 16 et 30, des 23 février et 21 avril 1921, du Chef du Service Judiciaire;

Sur la proposition du Secrétaire Général,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Sont autorisés la création et le fonctionnement de l' "Association Philanthropique Chinoise de l'Océanie française", dans la ville de Papeete.

Art. 2. — Le Secrétaire Général est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 20 mai 1921.

A.-M. GUÉDÈS.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire Général,
THALY.

Association Philanthropique Chinoise de l'Océanie française.

STATUTS

Article 1^{er}. — Il est institué à Papeete, Chef-lieu des Etablissements français de l'Océanie, un groupement dit "Association Philanthropique Chinoise de l'Océanie française".

Art. 2. — Cette Association a pour but de développer le goût des exercices physiques, de faire respecter l'ordre, de donner de la cohésion à ses Membres, d'élever leurs sentiments et de leur venir en aide en organisant des œuvres de secours et d'assistance. Elle a également pour but de constituer un groupement fraternel et démocratique pour suivre la marche du progrès et de la civilisation.

Art. 3. — Sont admis comme Membres de l'Association les citoyens Chinois de bonne et honorable conduite.

Art. 4. — Indépendamment d'un droit d'admission fixé à cinquante francs, tout Membre paiera une cotisation annuelle de dix francs destinée à faire face aux dépenses engagées dans l'intérêt de l'Association.

Art. 5. — L'Association, dont le siège se trouve actuellement dans un immeuble sis à Papeete, rue de Nansouty, pourra acheter ou construire tels nouveaux locaux qui lui conviendront, dès que ses ressources le permettront.

Art. 6. — L'Association est administrée par un Comité composé d'un Président, d'un vice-Président, de deux Commissaires, d'un Secrétaire en français, d'un Secrétaire en chinois et de deux Trésoriers.

Art. 7. — Ce Comité est élu, pour deux ans, par les Membres de l'Association réunis en assemblée générale. Les Membres sortants sont rééligibles.

Art. 8. — En cas de vacance produite dans le Comité, par suite de décès, démission ou exclusion de l'un des Membres en fonctions, il sera pourvu provisoirement à son remplacement jusqu'à la prochaine assemblée générale qui procédera à l'élection définitive.

Art. 9. — Au cas où des Membres de l'Association se proposeraient de partir en Chine, l'Association se chargera de l'accomplissement de toutes les formalités nécessaires à ce départ.

Art. 10. — L'Association comportera deux sortes d'assemblées : l'assemblée ordinaire, qui se tiendra mensuellement, et l'assemblée extraordinaire dont la convocation aura lieu en temps opportun.

Art. 11. — Tout Membre dont la conduite ne sera pas conforme à l'esprit de l'Association pourra être l'objet d'une enquête de la part du Comité et, s'il y a lieu, privé momentanément de ses droits ou exclu définitivement. En aucun cas, le Membre exclu ne pourra prétendre au remboursement des sommes qu'il aura versées à l'Association.

Art. 12. — Les fonctions attribuées aux Membres du Comité sont purement gratuites.

Art. 13. — Toutes discussions politiques, religieuses ou contraires aux bonnes mœurs et à l'ordre public sont interdites.

Art. 14. — Toute espèce de jeux, ainsi que fumer l'opium, sont formellement prohibés.

Fait et rédigé à Papeete, le premier février mil neuf cent vingt et un.

Les Membres du Comité :

CHIN FOO, n° 822, Président ;
CHONG SAI FOUN, n° 2884, Vice-Président ;
SIU KUNG PO, n° 2806, Commissaire ;
CHIN SIN, n° 1477, Commissaire ;
BOB T. T. SUN, n° 2466, Secrétaire en français ;
CHAU FO KI, n° 1544, Secrétaire en chinois ;
WONG PONG CHONG, n° 1303, Trésorier ;
CHAN SAI MOU, n° 1196, Trésorier.

ARRÊTÉ fixant la date des opérations de recensement de la population dans les Etablissements français de l'Océanie.

(Du 21 mai 1921.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie ;

Vu la circulaire ministérielle n° 6, du 21 février 1921 ;

Sur la proposition du Secrétaire Général ;

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Il sera procédé au recensement général de la po-

pulation des Etablissements français de l'Océanie. Cette opération comprendra le dénombrement, à domicile, de toutes les personnes qui auront passé, dans un même lieu, la nuit du 1^{er} au 2 juillet 1921.

Art. 2. — Le recensement se fera par district et, dans chaque district, par maison et par individu.

Dans les îles de Tahiti, Moorea et Makatea, les opérations s'effectueront sous la direction du Secrétaire Général ;

A Papeete, sous la direction du Maire ;

Dans les Archipels, sous la direction des Administrateurs ou Agents spéciaux.

Art. 3. — Seront comptées à part et dans un mode particulier de dénombrement, les personnes appartenant aux corps et établissements ci-après désignés :

Troupes de terre et de mer ;
Prisons coloniales ;
Asile d'aliénés ;
Hôpital ;
Pensionnats ;
Communautés religieuses ;
Equipages des navires de commerce.

Les personnes comprises dans ces diverses catégories seront recensées par les soins des autorités dont ils relèvent, à qui des états spéciaux seront, à cet effet, remis à l'avance par les soins de la Municipalité, des Administrateurs ou des Agents spéciaux.

Les dits états, dûment remplis et arrêtés, devront être retournés deux jours après la date fixée pour le recensement.

Art. 4. — Des instructions du Secrétaire Général détermineront les principales conditions d'exécution des différentes parties de l'opération.

Art. 5. — Toute personne qui aura été convaincue d'avoir sciemment mis obstacle, d'une manière quelconque, soit par fausse déclaration, soit par opposition ou refus, aux opérations régulières du recensement, sera punie d'une amende de un à cinq francs.

Les contraventions seront constatées, sur la plainte des recenseurs, par le Commissaire de Police ou tous Agents de Police judiciaire.

Art. 6. — Les résultats du recensement seront publiés par la voie du *Journal officiel*.

Art. 7. — Le Secrétaire Général, le Chef du Service Judiciaire et les Administrateurs des Archipels sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié partout où besoin sera et inséré au *Journal officiel* de la Colonie.

Papeete, le 21 mai 1921.

A.-M. GUÉDÈS.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire Général,
THALY.

Le Chef du Service Judiciaire p. i.,
ANTIER.

DÉCISION autorisant la remise par le Service des Domaines au Service Militaire, des immeubles précédemment affectés au détachement d'Infanterie coloniale.

(Du 21 mai 1921.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie ;

Vu la décision du 25 octobre 1920, autorisant la remise au Ser-

vice des Domaines des immeubles jusqu'alors affectés au détachement d'Infanterie coloniale ;

Vu la dépêche ministérielle n° 70/1, en date du 17 février 1921, relative à l'installation du détachement d'Infanterie coloniale rétabli,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — Est autorisée la remise, par le Service des Domaines au Service Militaire, des immeubles précédemment affectés au Détachement d'Infanterie coloniale et comprenant :

1° Le logement du Commandant des Troupes, coté K au plan général des anciens immeubles militaires ;

2° La caserne, ancien quartier d'artillerie, coté B ;

3° Les parties qui formaient les 3^e et 6^e lots de l'adjudication du 23 novembre 1907, des anciens immeubles militaires situés dans la vallée de Sainte-Amélie, à Papeete ;

4° La partie qui formait le 4^e lot A de l'adjudication du 15 novembre 1906, du champ d'herbe de Sainte-Amélie.

Art. 2. — Un procès-verbal de cette remise sera dressé en triple expédition faisant connaître l'état d'entretien des immeubles. A cet effet M. Kérouault, Chef du Service des Travaux publics, est délégué pour assister à la remise.

Art. 3. — Le Secrétaire Général, les Chefs du Service des Travaux publics et du Service des Domaines, et le Commandant du Détachement d'Infanterie coloniale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 21 mai 1921.

A.-M. GUÉDÈS.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire Général,
THALY.

Le Chef du Service des Travaux publics,
J. KÉROUAULT.

Le Chef du Service de l'Enregistrement,
A. FAUGERAT.

Le Commandant du Détachement,
DEMAÏ.

EXTRAITS

Par décision du Gouverneur, n° 254, en date du 10 mai 1921, est acceptée la démission de ses fonctions de Conseiller titulaire à Haapiti (Moorea) offerte par M. Tautu a Hiri.

Est nommé Conseiller titulaire à Haapiti (Moorea) le Conseiller suppléant Teriiraa a Paheo, en remplacement du nommé Tautu a Hiri.

Par décision du Gouverneur, n° 255, en date du 11 mai 1921, sont nommés : M. Gahea a Teamo, Président du Conseil de district de Nukutavake ; M. Tepoa a Tamahaere, Président-adjoint de ce même Conseil.

Par arrêté du Gouverneur, n° 256, en date du 11 mai 1921, la démission de M. Marcillac, de ses fonctions de Commissaire local des Etablissements français de l'Océanie à l'Exposition Coloniale de Marseille et à l'Exposition Interalliée de Paris, est acceptée.

M. Chadourne, Chef de Cabinet du Gouverneur, est nommé

Commissaire local chargé spécialement de l'organisation locale de la participation des Etablissements français de l'Océanie à l'Exposition Nationale Coloniale de Marseille en 1922 et à l'Exposition Coloniale Interalliée de Paris en 1925, en remplacement de M. Marcillac, démissionnaire.

Par décision du Gouverneur, n° 256 bis, en date du 11 mai 1921, M. Thuret, Substitut p. i. du Procureur de la République, est appelé à tenir les audiences mensuelles de la Justice de paix à compétence étendue à Afareaitu (Moorea) et à Taravao.

Par décision du Gouverneur, n° 257 bis, en date du 12 mai 1921, il sera ouvert à Papeete, à titre exceptionnel, le 16 mai 1921, à 8 heures du matin, dans les bureaux du Port, une session extraordinaire pour l'obtention du Brevet supérieur de Capitaine au cabotage.

Par décision du Gouverneur, n° 259, en date du 13 mai 1921, sont nommés :

Agent de 2^{me} classe du Service actif des Douanes et Contributions (nouvelle formation) : M. Paillet, Agent de 1^{re} classe de l'ancienne formation.

Agents de 3^{me} classe (nouvelle formation) : MM. Bonet et Anténor, Agents de 2^{me} classe de l'ancienne formation.

Agent de 4^{me} classe (nouvelle formation) : M. Narii, Agent de 2^{me} classe de l'ancienne formation.

La présente décision aura son effet, au point de vue de l'ancienneté, à compter du 1^{er} mai 1921.

Par décision du Gouverneur, n° 260, en date du 13 mai 1921, le sous-Agent des Postes et Télégraphes Léon Terii est révoqué de son emploi pour compter du 12 avril 1921.

Par arrêté du Gouverneur, n° 261, en date du 13 mai 1921, dispense d'âge est accordée à M^{lle} Lillian Teraiefa Fuller, à l'effet de contracter mariage avec M. Auguste Bonnet.

Par décision du Gouverneur, n° 262, en date du 14 mai 1921, une permission d'absence de 12 jours est accordée à M. Collombet, Administrateur des Iles-Sous-le-Vent.

Par décision du Gouverneur, n° 272, en date du 21 mai 1921, MM. Gentil, Sous-Chef de bureau de 1^{re} classe des Secrétariats Généraux ;

Demay, Lieutenant d'Infanterie Coloniale ;

Lagarde, Contrôleur des Contributions,

sont désignés pour faire partie de la Commission de censure des films cinématographiques, en remplacement de MM. Michas, Lespinasse et Marcillac.

Par décision du Gouverneur, n° 274, en date du 21 mai 1921, une permission d'absence de trente-neuf jours, faisant suite à une permission d'absence de 30 jours, est accordée, du 14 avril au 22 mai 1921 inclus, à M. A. Juventin, ouvrier de 4^{me} classe à l'Imprimerie du Gouvernement, aux conditions ci-après :

1° sans solde pendant la période du 14 avril au 17 mai inclus ;

2° à 1/2 solde de présence du 18 au 22 mai inclus.

Par décision du Gouverneur, n° 277, en date du 24 mai 1921, une gratification de 25 francs est accordée aux Agents de Police

Tauria a Pihaatae, Piirani a Puarai, Faatea a Taioho, Pai Teamotuitau et au Gardien de prison Moïse, pour le zèle dont ils ont fait preuve en capturant dans des circonstances difficiles un prisonnier évadé.

Par décision du Gouverneur, n° 278, en date du 24 mai 1921, un témoignage officiel de satisfaction est accordé à M. Dupire, Chef de brigade de 3^{me} classe, faisant fonctions de Commissaire de Police à Papeete, et à M. Collombat, Gendarme, pour le zèle dont ils ont fait preuve en capturant, dans des circonstances difficiles, un prisonnier évadé.

Par décision du Gouverneur, n° 279, en date du 24 mai 1921, M. Aymard, Agent spécial de Rurutu, est chargé de la direction de l'école de Moerai, en remplacement de M. Dugourd, pour compter du 4 avril 1921, date de la réouverture de la classe.

Par décision du Gouverneur, n° 280, en date du 24 mai 1921, est révoqué de ses fonctions de Président-adjoint du Conseil du district de Haapiti (Moorea) M. Puarai a Tehahe.

M. Paquier (Emile) est nommé Président-adjoint du Conseil de district de Haapiti, en remplacement de M. Puarai a Tehahe, révoqué.

Par décision du Gouverneur, n° 281, en date du 24 mai 1921, M. le Médecin-major de 1^{re} classe Bourragué est désigné pour remplir les fonctions de Directeur du Service de Santé et de Médecin-Chef de l'Hôpital de Papeete, en remplacement de M. le Médecin-major de 2^{me} classe Conil.

M. le Médecin-major de 1^{re} classe Bourragué remplira en outre les fonctions de: 1^o Directeur de la Santé; 2^o Médecin des fonctionnaires du Service Local, des prisonniers, des aliénés et des écoles; 3^o chargé de la visite bimensuelle des prostituées.

Par décision du Gouverneur, n° 282, en date du 24 mai 1921, le surveillant de la Léproserie de Puamau (Iles Marquises) est investi, dans les limites de l'établissement, des fonctions attribuées aux Agents de Police.

Erratum au Supplément au Journal officiel de la Colonie, du 4 mai 1921, page 151.

ARRÊTÉ n° 227, du 30 avril 1921, rapportant l'article 6 de l'arrêté du 12 novembre 1920.

Art. 3 (nouveau). — Le Secrétaire Général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera et dont les effets remonteront au 13 février 1921.

AVIS

Un emploi de dactylographe à solde journalière devant être prochainement vacant dans les bureaux de l'Administration, les personnes désireuses d'y concourir sont priées d'adresser à l'Administration leur demande appuyée des pièces suivantes:

- Acte de naissance;
- Certificat de bonnes vie et mœurs;
- Diplômes ou brevets universitaires,

et d'indiquer en outre si elles connaissent la sténographie et une ou plusieurs langues vivantes.

Les demandes présentées par les candidats mineurs devront porter l'autorisation de leurs parents ou de leur tuteur; celles qui seront présentées par des candidates mariées devront porter l'autorisation de leur mari.

Condition d'âge: 16 ans au moins.

SERVICE DES MINES

Avis.

Demande de permis de recherche déposée au Service des Mines.

N° de la demande	Nom du demandeur	Nom du permis	Situation	Substances	Côté du carré	Date du dépôt de la demande
21	Cie Navale de l'Océanie	Ua-Huka	Archipel des Marquises	Guanos, phosphates de chaux et produits similaires. (Catégorie "B")	Totalité de la presqu'île formée par les pointes Tetutu et Porpoise. (17 Ha. 47)	17 mai 1921, à 15 heures.
22	id.	Tenana	id. au S-O de l'île Ua-Huka	id.	Totalité de l'îlot (8 Ha. 25)	id.

Papeete, le 17 mai 1921.

Le Chef du Service des Travaux publics et des Mines,
J. KÉROUAULT.

CITATIONS INDIVIDUELLES

décernées durant les hostilités, aux combattants
originaires de la Colonie.

NOTE

Un Comité constitué à Paris sous le haut patronage de M. le Ministre des Colonies, vient d'adresser la lettre suivante au Gouverneur :

« Nous avons l'honneur de recourir à votre obligeance pour nous faire parvenir, avec le concours de vos Services et des Municipalités, la liste et la copie des citations individuelles décernées durant les hostilités aux combattants originaires de la Colonie que vous administrez.

« Comme vous le savez, ces renseignements sont destinés à l'élaboration d'un " Livre d'Or de l'Effort Colonial Français pendant la grande Guerre ", ouvrage en trois volumes, dont le tome premier a déjà paru.

« Désireux d'achever cette publication dans le moindre délai; désireux surtout de n'omettre aucun de ceux dont le sacrifice a contribué à la victoire, nous vous serions très reconnaissants de vouloir bien nous faire adresser, par l'un des plus prochains courriers, la nomenclature, sinon définitive, du moins aussi complète que possible, des citations accordées aux militaires nés dans la Colonie, ainsi que la liste des mobilisés tués. »

Pour permettre de répondre à cette demande, le Gouverneur prie MM. les Maires et Chefs de district de donner à cette lettre toute la publicité possible et de lui adresser, pour leurs administrés, un relevé in-extenso des citations individuelles obtenues; d'après les pièces officielles en leur possession : livrets, extraits d'ordres, etc.

Il les prie de lui faire parvenir en outre la liste nominative des militaires mobilisés tués ou décédés des suites de leurs blessures.

Le Gouverneur attache le plus grand prix à ce que les listes lui parviennent aussi complètes que possible dans un court délai.

INSCRIPTION MARITIME

Avis.

La session ordinaire pour les examens de Capitaine au cabotage (brevet simple et brevet supérieur) sera ouverte le *Mardi 5 juillet 1921*, au bureau du Port, à 8 heures du matin. Les candidats à ces examens devront se faire inscrire au bureau du Port avant le 30 juin 1921.

DÉTACHEMENT DE TAHITI.

MM. les Maires et Chefs de district sont priés d'inviter les anciens militaires des classes 18 et 19, figurant sur la présente liste, à se présenter le plus tôt possible, au bureau du Lieutenant Commandant le détachement à Papeete, pour y percevoir les sommes leur revenant au titre de la masse individuelle.

Les intéressés devront être porteurs de leur livret militaire, ou,

à défaut, d'une pièce d'identité délivrée par le Maire de la Commune ou le Chef de district.

Ceux d'entre eux qui désireraient recevoir l'argent leur revenant par un mandat à leurs frais, sont priés de le faire savoir au Commandant du Détachement, par lettre visée par le Maire ou le Chef de district, pour l'identité :

Juventin, Auguste — Rochette, Pierre — Ariihoro, Albert — Neti a Neti — Amaru Opuniatepa — Tapuroroorii — Faatau a Haumani — Manavataaroa a Taraufau, dit Marii — Tetuanui a Paaitoa — Maititai Taeuri — Lehartel, Armand — Tanetua a Vaiotaha — Arapari Iteera Tu — Tarahu Laurent — Maru Haamanatua Tetarii — Hoiore Urahutia Hutia — Teauarii Hearii — Teuhete a Terai — Teihotua a Mauna Mau — Mariorai a Tuahu — Ravae a Tenei — Hurai Punuarai — Maihope Teruhaameetua — Rosa a Ariitahi — Spingler, Kléber — Pito Tetutamaiti — Tehe-reio Raaiamanu — Tavita Mauri Tanarea — Metua Pau — Aro Teraivier — Homai Teriivaea — Tehei Tepiritauarii — Teraimaoa Tahii — Papauru Toimata — Doom Robert — Teao a Ruru — Teufete Tavae — Teihotua a Mauna Mau — Mariorai Tuahu — Revae a Tehei — Tetuanui, dit Garbutt — Labbeyie, Etienne — Teohatia Teohatia — Pura Teehu — Taararii Maraeara — Tuhiri Urarii — Tetuanuifaaitoa Tanetuavaiataha Tane — Tairoa Davida Maraoura — Mataitai Teheira — Teshu Paheroo, Victor — Teura Terai — Teheura Tanea — Teariki Tehei — Tefaatai Tiheni Maufene — Tahutini Tapufaaia — Manutahi Teraitahu — Tihoni Maheu Teneruatea — O'Connor Robert — Teura Uaua — Pietri Antoine — Pahee Jean — Ueva Oeariiterai — Tehei Paerai — Hiro Ruarei — Tautiti Amatahia — Boosie Jean — Dexter Jimmy — Langomazino Paul — Winchester John — Labaste Alexis — Bernard Aitamai — Teiva a Tavae — Malardé Jean.

Papeete, le 23 mai 1921.

Le Lieutenant Commandant le Détachement,
A.-H. DEMAY.

Approuvé :

Le Gouverneur,
A.-M. GUÉOËS.

PARTIE NON OFFICIELLE

NOUVELLES ET INFORMATIONS

LIGUE MARITIME ET COLONIALE FRANÇAISE

MM. les Membres de la LIGUE MARITIME FRANÇAISE et de la LIGUE COLONIALE FRANÇAISE sont invités à se réunir, sous la Présidence d'honneur de M. le Gouverneur, le mardi 7 juin 1921, à 17 heures 30, dans la Bibliothèque du Musée de Papeete.

ORDRE DU JOUR :

Constitution d'une section locale.
Ligne de navigation.

Le Délégué,
L. SIGOGNE.

LIGUE FRANÇAISE

Section de Papeete.

Soucieux de voir organisée d'une façon définitive la Section locale de la "Ligue Française", qui compte déjà à Papeete un certain nombre de Membres, les premiers adhérents de ce groupement se sont réunis dans la salle de lecture de la bibliothèque du Musée, le vendredi 20 mai à dix-sept heures trente, sous la Présidence d'honneur de M. le Gouverneur des Etablissements français de l'Océanie.

Etaient présents: M^{me} Boissy, Directrice de l'Ecole Centrale de Papeete; Docteur Cassiau, Médecin de la Commune; M. Deflesselle, Directeur gérant de l'*Echo de Tahiti*, Président du Syndicat d'Initiative; M^{lle} Dupont, Secrétaire du Parquet; M. Galenon, Huisier; M. Gasse, Directeur du Marché Colonial; M. Gillet, Comptable; Mgr. Hermel, Vicaire Apostolique de Tahiti; Docteur Sasportas, Chef du Service d'Hygiène et de prophylaxie publique; M. Thaly, Secrétaire Général des Etablissements français de l'Océanie; M. de la Vallée, Directeur de la Banque de l'Indo-Chine; M. Virieux, Directeur de la Compagnie Navale de l'Océanie.

Absents excusés: MM. Ariipaea Pomare; Ariiaue Pomare; Brugioux, Industriel; de Pomaret, Directeur des Eglises Tahitiennes; Rd. P. E. Rougier; Marcellin Sage, Entrepreneur de spectacles; Spitz et Tinau, Conseillers municipaux.

Conformément à l'article I du règlement intérieur de la Ligue Française, le Comité de la Section de Papeete, a été composé, à l'unanimité, de la façon suivante:

Président: M. DE LA VALLÉE,
Vice-Président: D^r SASPORTAS,
Trésorier: M. GASSE,
Secrétaire: M. BRUGIROUX,
Membres: M^{me} BOISSY,
M. VIRIEUX.

M. le Gouverneur des Etablissements français de l'Océanie a bien voulu accepter la Présidence d'honneur du Comité.

Le Bureau nouvellement élu adresse à tous les Français et à tous les amis de la France un pressant appel pour qu'ils apportent leurs adhésions à la Ligue Française. Il leur rappelle que la Ligue Française est une Ligue Patriotique. Elle a pour but:

- 1°) d'enseigner à tous les Français le devoir de s'unir dans l'amour de la Patrie pour la puissance et la grandeur de la France;
- 2°) de défendre la vitalité française contre les graves dangers qui la menacent;
- 3°) de faire mieux connaître aux Français la situation de leur Patrie dans le monde, ses traditions, ses intérêts et ses droits;
- 4°) d'associer de plus en plus, à la civilisation de la Mère-Patrie, les colonies et pays de protectorat;
- 5°) de défendre et d'étendre l'influence de la France à l'étranger et spécialement dans les pays de culture française;
- 6°) d'entrer en relations avec les associations dont les volontés s'accordent avec les nôtres, afin d'obtenir, quand il y aura lieu, une action commune de bonnes volontés aujourd'hui dispersées.

Les adhésions sont reçues par chacun des Membres du Comité.

Le Président,
A. DE LA VALLÉE.

Naufrage.

Extrait du Journal de bord de la goëlette "France" appartenant à la Compagnie Navale de l'Océanie.

4 avril 1921.

Route à l'Est. — Aki-Aki en vue. — Un homme à terre fait des signaux de détresse. Nous répondons avec une banderolle rouge et envoyons l'embarcation avec quatre hommes. A dix heures, retour de l'embarcation avec un homme et une femme complètement nus, naufragés et habitant l'île depuis le 28 décembre 1920, jour de leur naufrage et de leur arrivée dans l'île.

Les naufragés déclarent: « qu'ils avaient quitté Reao le 22 décembre 1920 sur une pirogue, se dirigeant sur Vahitahi. Le 24 décembre la pirogue chavira et ils perdirent toutes leurs provisions, sauf quelques cocos. Depuis lors, après avoir relevé leur pirogue, ils furent drossés par les courants sur Aki-Aki où ils abordèrent le 28 décembre 1920. »

« Nous les prenons à bord comme passagers et leur donnons quelques vêtements..... »

Le Service de la Navigation saisit cette occasion pour faire remarquer combien il est imprudent d'entreprendre un voyage en haute mer, sur une simple pirogue, alors que le moindre changement dans l'état du temps et de la mer amène irrémédiablement la perte de cette embarcation dont il ne peut être fait usage que sur les côtes ou à l'intérieur des lagons.

PORT DE PAPEETE

Liste des passagers arrivés.

5 mai. — Vapeur *Marama*, venant de Wellington. Passagers: MM. H. C. Peters, H. H. Hemus, A. Jagger, J. L. Young, M^{lle} C. J. Mac Kay, M. G. S. Hoole, M^{me} Hoole, Réverend A. S. Hoole, M^{me} Mc. Kegg, M^{me} M. F. Mac Leod, Sergent Lilliel, Sergent Breut, M^{me} Breut, M. Breut fils, Sergent J. Alfonsi, M. H. W. Mason, M. A. J. Robertson, M^{me} F. J. Curtin et M^{lle} Curtin, M. et M^{me} C. Devereux, M. et M^{me} S. Russell, M. J. N. Hall, M. et M^{me} Rey et 2 filles, et 23 Chinois.

11 mai. — Vapeur *Tahiti*, venant de San-Francisco. Passagers: M^{me} G. Marcillac, M. E. Lévy, M^{me} H. Palmer, MM. T. B. Roberts, H. J. Cooper, M. et M^{me} Bourragué, M^{me} Muth, MM. A. Demay, J. P. Dear, H. Hoppenstedt, A. Jewett, M^{lle} M. Mott, MM. White, R. Goodyar, Ampt, E. Marloi, P. Vaillant, C. Baker, M^{me} J. Olivier, M. R. Olivier, M^{lle} E. Olivier, MM. R. Wilhelm, A. H. Brown, C. Alexandre, T. Johansou, J. Levinsou, A. Zedell.

Liste des passagers partis.

6 mai. — Vapeur *Marama*, allant à San-Francisco. Passagers: M. T. Martin, M. et M^{me} L. Mallet et un enfant, MM. N. T. Brander, C. Coppenrath, A. Pietri, M^{me} B. Langomazino, M^{me} Hagné et 2 enfants, M. J. Mc. Cullough, M. et M^{me} X. Martin et 2 enfants, MM. W. La Rue, John Wim, Ashley, M^{me} Bentley, M^{lle} Marwin, MM. Chin Joke Kee, O. Caverly, Florent Shatz et 13 Chinois.

12 mai. — Vapeur *Tahiti*, allant à Wellington. Passagers: M. A. Jagger, M^{me} Mc Kegg, Mac Leod, M. et M^{me} Taylor Mathieson, M. W. H. Wood, M. et M^{me} Pécastaing et 3 enfants, M. et M^{me} Dominici.

MOUVEMENTS DU PORT DE PAPEETE

Mois d'avril 1921.

ENTRÉES

- 1 avril. — Goëlette à voiles franç. *Vahine Katopua*, de 20 ton.
 1 avril. — Côtre à voiles français *Rotoava*, de 14 tonneaux.
 1 avril. — Goël. à moteur française *Percival Parks*, de 127 ton.
 2 avril. — Goëlette à moteur française *Jeanne d'Arc*, de 36 t.
 2 avril. — Goëlette à mot. franç. *Curieuse*, de 60 tonneaux.
 3 avril. — Yacht à moteur américain *Genesee*, de 171 ton.
 3 avril. — Cotre à voiles franç. *Haupeeaterai*, de 16 tonneaux.
 5 avril. — Goëlette à mot. française *Vaite*, de 106 ton.
 8 avril. — Goëlette à voiles française *America*, de 78 ton.
 9 avril. — Goëlette à mot. française *Jeanne d'Arc*, de 36 ton.
 9 avril. — Goël. à moteur française *Vahine Raiatea*, de 30 ton.
 10 avril. — Vapeur anglais *Marama*, de 3.992 tonneaux.
 12 avril. — Goëlette à moteur franç. *Tiare Apetahi*, de 24 ton.
 12 avril. — Goëlette à moteur française *Vaite*, de 106 ton.
 12 avril. — Vapeur anglais *Tahiti*, de 4.155 tonneaux.
 22 avril. — Goëlette à moteur franç. *Jeanne d'Arc*, de 36 ton.
 22 avril. — Goëlette à mot. française *France Australe*, de 70 ton.
 24 avril. — Goëlette à moteur française *Sophie*, de 54 ton.
 26 avril. — Goëlette à voiles française *Teheiporoura*, de 48 ton.
 28 avril. — Trois-mâts carré franç. *Vercingétorix*, de 1.728 ton.
 28 avril. — Goëlette à moteur française *Zélée*, de 24 ton.
 29 avril. — Goëlette à moteur franç. *Jeanne d'Arc*, de 36 ton.
 29 avril. — Goëlette à mot. française *Vaite*, de 106 tonneaux.
 30 avril. — Goël. à moteur franç. *Tiare Apetahi*, de 24 ton.

SORTIES

- 1 avril. — Goëlette à moteur française *Tiare Apetahi*, de 24 t.
 4 avril. — Goëlette à moteur française *Moana*, de 140 ton.
 5 avril. — Goël. à mot. franç. *Jeanne d'Arc*, de 36 tonneaux.
 5 avril. — Goël. à mot. franç. *Vahine-Raiatea*, de 30 ton.
 7 avril. — Goëlette à moteur franç. *Vaite*, de 106 tonneaux.
 8 avril. — Cotre à voiles français *Haupeeaterai*, de 16 ton.
 11 avril. — Vapeur anglais *Marama*, de 3.992 tonneaux.
 12 avril. — Yacht à moteur américain *Genesee*, de 171 ton.
 13 avril. — Cotre à voiles français *Rotoava*, de 14 ton.
 14 avril. — Cotre à voiles français 22 Septembre, de 6 tonneaux.
 14 avril. — Cotre à voiles français *Apirimaue*, de 12 tonneaux.
 14 avril. — Cotre à moteur français *Moemoea*, de 10 tonneaux.
 14 avril. — Vapeur anglais *Tahiti*, de 4.155 tonneaux.
 15 avril. — Goëlette à voiles franç. *Pierrette*, de 115 tonneaux.
 15 avril. — Goël. à moteur française *Tiare Apetahi*, de 24 ton.
 18 avril. — Goël. à voiles française *Papeete*, de 122 tonneaux.
 18 avril. — Goëlette à moteur franç. *Hinano*, de 100 tonneaux.
 19 avril. — Cotre à voiles français *Tefaranuiatea*, de 14 ton.
 19 avril. — Goël. à mot. franç. *Jeanne d'Arc*, de 36 tonneaux.
 20 avril. — Goëlette à moteur franç. *Alliance*, de 10 ton.
 20 avril. — Goëlette à moteur franç. *Zélée*, de 24 tonneaux.
 20 avril. — Goëlette à mot. franç. *Percival Parks*, de 127 ton.
 20 avril. — Goëlette à moteur franç. *Curieuse*, de 62 ton.
 22 avril. — Goëlette à moteur anglaise *Tiare Taporo*, de 98 ton.
 22 avril. — Cotre à voiles franç. *Tevaipihannui*, de 15 ton.
 24 avril. — 5 m. goël. à voiles améric. *Williams Smith*, de 1.868 t.
 26 avril. — Goël. à moteur franç. *Jeanne-d'Arc*, de 36 tonneaux.
 27 avril. — Goëlette à voiles franç. *America*, de 78 tonneaux.
 28 avril. — Goël. à mot. française *France Australe*, de 70 ton.
 29 avril. — Goëlette à voiles française *Temoua Ahi*, de 48 ton.
 30 avril. — Goëlette à moteur française *Teuiapi*, de 6 ton.

ANNONCES JUDICIAIRES

COMPAGNIE FRANÇAISE DES PHOSPHATES DE L'Océanie

Augmentation de capital.

I. — Aux termes d'une délibération en date du 1^{er} avril 1920, l'Assemblée Générale de la Compagnie Française des Phosphates de l'Océanie, Société anonyme au capital de 11.000.000 de francs, ayant son siège à Paris, rue de Chateaudun n° 28, a décidé d'augmenter le capital de ladite Société d'une somme de Deux millions, par la création de 4.000 actions nouvelles de 500 francs à souscrire en numéraire, et autorisé le Conseil d'administration à contracter un emprunt par voie d'émission d'obligations, jusqu'à concurrence d'un montant nominal de trois millions de francs.

II. — Suivant délibération en date du 1^{er} avril 1920, le Conseil d'administration de ladite Société a décidé l'émission de ces 4.000 actions au taux de 750 francs, soit avec une prime de 250 francs payable en même temps que le premier quart.

III. — Suivant acte dressé par M^e DUFOUR, Notaire à Paris, le 8 octobre 1920, le Conseil d'administration de la Compagnie Française des Phosphates de l'Océanie a déclaré que les 4.000 actions susdites ont été entièrement souscrites par cinquante-trois personnes et qu'il a été versé sur chaque action le quart du capital outre la prime sus-mentionnée.

A cet acte est annexée la liste des souscripteurs avec état des versements effectués.

IV. — Suivant procès-verbaux en date du 15 novembre 1920, l'Assemblée Générale de la Compagnie Française des Phosphates de l'Océanie a approuvé les opérations et actes faits par le Conseil d'administration et adopté la résolution suivante : « L'Assemblée reconnaît sincère et véritable la déclaration de souscription et de versement faite suivant acte reçu par M^e DUFOUR, Notaire à Paris, le 8 octobre 1920. Par suite le capital est définitivement porté à Treize millions de francs et l'article 6 des statuts est remplacé par le texte suivant :

« Art. 6. — Le capital social est fixé à treize millions de francs représenté par 26.000 actions de 500 francs chacune. »

Expéditions des actes, pièces et délibérations susvisées ont été déposées au greffe des Tribunaux de Papeete le 26 mai 1921.

Pour extrait :

L. SIGOGNE, Défenseur.

AVIS.

Suivant acte sous seing privé en date, à Papeete, du 20 juin 1919, Monsieur CHOU YOKE KI, n° 1046, commerçant, demeurant à Papeete, et Monsieur LI HONG YIM, n° 1613, commerçant, demeurant également à Papeete, ont fait la convention suivante :

Monsieur Chou Yoke Ki a cédé, sous les charges et conditions énoncées en l'acte, à Monsieur Li Hong Yim, le fonds de commerce qu'il exploitait à Papeete, sous l'enseigne de Li Chong, et dont ce dernier était le directeur, en vertu de sa procuration. Cette cession consiste, en outre, en l'agence que Monsieur Chou Yoke Ki avait établie à Huahine, Archipel des Iles-Sous-le-Vent.

Il était convenu, d'autre part, que les dettes contractées, antérieurement à la date de l'acte précité, par M. Chou Yoke Ki, cédant, pour les besoins de sa maison de commerce Lee Chong, seront acquittées par M. Li Hong Yim, cessionnaire.

CHOU YOKE KI.

ANNONCES DIVERSES

AVIS

Messieurs les Actionnaires de la SOCIÉTÉ FRANÇAISE DES COCOTIERS DES TUAMOTUS, Société anonyme au capital de 400.000 francs, sont convoqués en Assemblée générale extraordinaire au siège social, le **Jeu**di 16 Juin 1921, à 20 heures.

ORDRE DU JOUR :

Augmentation du capital social.

M. LE-BRAZIDEC.

EN VENTE A L'IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT

TABLE ALPHABÉTIQUE DES ACTES

EN VIGUEUR DANS LA COLONIE

Dressée par M. HEIMBURGER, Magistrat.

PRIX RÉDUIT, broché : 5 francs.

SÉMAPHORE DE PAPEETE

PRIX : En feuille : **50** centimes.

CALENDRIER POUR 1921

PRIX : En feuille : **50** centimes.

Conditions de vente du "Journal officiel" au numéro.

Le prix de vente de chaque numéro du *Journal officiel* et de ses suppléments est fixé comme suit :

Jusqu'à 16 pages.....	1 fr.
De 17 à 24 pages.....	1 50
De 25 à 32 pages.....	2 »
De 33 à 40 pages.....	2 50
De 41 à 48 pages.....	3 »

Il est fait exception pour les suppléments contenant des revendications de propriété, lesquels sont vendus 0 fr. 50 par feuillet de 2 pages.
